

## Commune de BAILLET EN FRANCE

### Autorisation de travaux au titre de l'article L 111-8 du Code de la Construction et de l'Habitation Délivrée par le Maire au nom de l'Etat

**Vu** la demande d'autorisation de travaux n° 095 042 25 B0003 présentée par la COMMUNE DE BAILLET EN FRANCE représentée par Mme Christiane AKNOUCHE domiciliée 1 rue Jean Nicolas 95560 BAILLET EN FRANCE, déposée dans le cadre du permis de construire n° 095 042 25 B0002 en date du 16 juillet 2025 et complétée le 07 novembre 2025, concernant l'aménagement d'un restaurant scolaire sise 24 avenue George Sand 95560 BAILLET EN FRANCE,

**Vu** l'article L 111-8 du Code de la Construction et de l'Habitation,

**Vu** les articles R 111-19-13 à R 111-19-26 et R 111-23 du Code de la Construction et de l'Habitation,

**Vu** le procès-verbal n° 2025-1684 en date du 09/12/2025 concluant à l'avis « favorable » assortis de prescriptions de la Commission Consultative Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité - Sous-Commission Départementale ERP-IGH (avis ci-joint),

**Vu** le procès-verbal n° SHRUB/PAQC/04225B0003\_PV\_EV\_AF en date du 02/12/2025 concluant à l'avis « favorable assortis de prescriptions » de la Commission Consultative Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité - Sous-Commission Départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées (avis ci-joint), à la demande de réalisation du projet,

#### ARRETE

**Article unique :** Le projet décrit dans la demande susvisée est « **autorisé** ».

Fait à Baillet en France, le 12 janvier 2026

Christiane AKNOUCHE



Maire

**NB :** Cette autorisation reste valable jusqu'au dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation de travaux nécessaire en cas de changement d'activité, de locataire, de propriétaire...

#### DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Conformément à l'article L600-12-2, le délai d'introduction d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique à l'encontre de cette décision est d'un mois. Le silence gardé pendant plus de deux mois sur ce recours par l'autorité compétence vaut décision de rejet. Le délai de recours contentieux contre une décision mentionnée au premier alinéa n'est pas prorogé par l'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique